

Rencontre-débat du Comité 21

Nicolas HULOT,

Président de la Fondation Nicolas HULOT pour la Nature et l'Homme

Jeudi 6 novembre 2003

François GOURDON, Président du Comité 21

Bienvenue à vous, Monsieur HULOT. Vous pouvez constater, avec l'affluence de ce matin que nous sommes nombreux à souhaiter votre point de vue sur le développement durable et ses défis. Quelques mots sur notre Assemblée Générale qui s'est tenue hier après-midi.

Nous y avons adopté le programme 2004. Sans vouloir le résumer, il propose une forte action sur les Agenda 21 locaux, avec un site portail qui leur est consacré : www.agenda21france.org. Il y a quinze jours, nous avons édité "*Entreprises et Développement durable*", recueil d'une centaine d'interviews sur les stratégies menées au sein de grandes sociétés et de PME, je vous l'offre, Monsieur HULOT. Nous avons également publié hier avec Dexia et Victoire Editions " Les territoires inventent l'avenir" qui fait suite aux "*Rubans des développements durables*". Nous poursuivrons ces éditions en 2004.

Nous confortons notre action envers les associations en renforçant le répertoire Internet. Dans une conjoncture où les subventions des pouvoirs publics ne sont pas évidentes, resserrer les liens des associations avec les entreprises et les collectivités est vraiment le rôle du Comité 21.

Nous avons hier partiellement renouvelé notre conseil d'administration :

– Dans le collège "collectivités", la région Ile-de-France a bien évidemment été renouvelée. Je salue son représentant ici présent.

– Dans le collège "associations", Care France nous a rejoints. Care mène une magnifique action en matière de solidarité.

– Dans le collège "entreprises", Dexia Crédit Local, Europe Offering, PriceWaterhouseCoopers, et ADP nous ont rejoints.

– Le quatrième collège, "établissements publics", n'a pas, cette année, eu de renouvellement.

Vous ne m'en voudrez pas, Monsieur HULOT, de m'être permis de consulter votre curriculum vitae sur Internet. Vous vous qualifiez de "*Breton de cœur, nomade de fait, tenté par la médecine, journaliste par passion, voyageur et observateur par curiosité*". Votre carrière est effectivement exceptionnelle car vous avez été photographe sur tous les continents, producteur, auteur d'une dizaine d'ouvrages, responsable d'expéditions comme la traversée de la Manche en planche à voile. Vous avez battu le record de la traversée de l'Atlantique à la voile. Vous avez fait une expédition au pôle Nord magnétique en scooter, une tentative de record automobile entre Le Cap et Alger, la descente du Zambèze à la pagaie, une expédition au pôle Nord géographique en ULM et une tentative de traversée de l'Atlantique en ballon dirigeable à propulsion musculaire. Vous avez ainsi mené un grand nombre d'actions impressionnantes !

Nicolas HULOT : Il faut que jeunesse se passe, elle l'est maintenant !

François GOURDON : (*Rires*) Vous devenez ensuite le producteur et présentateur de *Ushuaia*, le magazine de l'extrême, puis *Ushuaia Nature*, et vous créez la Fondation Nicolas HULOT. Concernant l'environnement vous concluez par : "*Il s'agit d'un engagement éducatif, scientifique et culturel au service du développement durable.*" Voilà l'introduction que je souhaitais faire, mais nous ne pouvons que vous présenter succinctement sans quoi il faudrait beaucoup de temps au vu de tout ce que vous avez engagé !

Intervention de Nicolas HULOT

Merci beaucoup, cela me rafraîchit la mémoire sur le fait que, comme beaucoup, je suis passé par une forme d'insouciance et de légèreté que j'assume et revendique. J'ai très longtemps eu une relation à notre environnement purement ludique et ma prise de conscience, tout comme probablement la vôtre, s'est faite graduellement.

J'ai longtemps pensé que nous vivions sur une planète dotée d'une dimension suffisamment grande pour qu'elle soit capable d'une absolue régénération. La seule leçon que je tire de ces voyages, même si à l'époque ils se sont faits avec une certaine légèreté, est une prise de conscience que nous vivons dans un monde clos, un monde fini et que la Terre est beaucoup plus petite que nous l'imaginions. J'ai graduellement compris que toute parcelle de notre planète, même éloignée des concentrations humaines, est à un degré ou à un autre affectée par les conséquences de nos activités. J'ai surtout réalisé la capacité destructrice, volontaire mais surtout involontaire, de l'humanité à altérer notre environnement et à mettre en péril les grands équilibres.

Tout cela s'est évidemment fait graduellement. J'ai surtout pris conscience que mes observations, qui n'étaient qu'une somme d'impressions et n'avaient donc aucune valeur scientifique, étaient corroborées par un certain nombre d'inquiétudes et d'analyses scientifiques faites sur le terrain.

Je suis effectivement passé de cette période d'insouciance à une première prise de conscience et à certaines convictions qui m'ont nécessairement amené, je l'espère, d'une manière complémentaire, à m'investir dans ce grand combat, ce défi impérieux au pied duquel nous sommes et dont nous n'avons d'autre choix que de le réussir : il s'agit bien de cette fameuse notion de "développement durable".

La sémantique et la rhétorique sont toujours un peu réductrices, mais comment conjuguer nos nécessités d'aujourd'hui avec nos impératifs de demain ?

Que vais-je pouvoir vous apporter ce matin ? J'ai observé la liste des invités et je suis toujours un peu gêné car je pense que la connaissance de ces dossiers n'est pas absente de cet hémicycle. Je souhaite juste offrir un autre regard et une autre raison de s'inquiéter. Le désespoir n'est pas très mobilisateur et je suis d'un naturel optimiste. Je reconnais cependant que ma raison a tendance à m'en éloigner un peu, sans pour autant devenir fondamentalement pessimiste, mais malgré tout inquiet.

Je m'interroge en permanence sur la raison pour laquelle nous avons, dans nos sociétés, tant de difficultés à passer à l'acte. Cette prise de conscience est marquée par certains épisodes, ponctués, rappelés sans cesse, notamment à l'échelle internationale lors du sommet de Johannesburg, mais aussi à Stockholm où elle fut planétaire.

Pourquoi une si indéniable prise de conscience qui fait son chemin a-t-elle tant de mal à se traduire par des actes ? Pourquoi est-ce que je ne cesse de rencontrer, à tous les étages de la société, des gens qui individuellement, pour peu qu'on en prenne le temps et l'attention, partagent certaines inquiétudes, convictions et une forme de bon sens ? Pourquoi la société a-t-elle collectivement tant de difficultés à incliner ses tendances ? Pourquoi, aujourd'hui, l'application de cette prise de conscience, pardon de le dire, reste-t-elle totalement dérisoire par rapport aux enjeux qui sont devant nous ?

J'essaie de le comprendre car je n'ai pas une vision binaire de notre société. Je ne crois pas qu'une partie de cette société soit animée de mauvaises intentions alors que l'autre, par la grâce de Dieu, serait touchée par une forme de sagesse. Est-ce notre excès de civilisation qui, finalement, empêche toute émergence de la sagesse, du bon sens et de la philosophie ? Le siècle que nous commençons ou celui que nous venons d'achever, seraient-ils déficitaires en bon sens, philosophie et sagesse ?

La réponse est simplement non. Cette sagesse, qui est l'antidote à nos excès de civilisation, un peu comme le yin et le yang, est justement consécutive à cette civilisation de l'excès et du gâchis. C'est l'expression de cette sagesse et de ce bon sens qui est plus difficile dans un univers où tout va excessivement vite et où nous ne nous accommodons prioritairement que du rapide, du court et du synthétique.

Je ne cesse de rencontrer des gens de qualité qui pourraient aider à guider l'humanité vers une autre définition du progrès. Cependant, l'accès à la pensée, aux choix, à l'éclairage de ces esprits brillants qui sont au moins aussi nombreux qu'en d'autres époques, ne pèse pas dans les choix de nos sociétés ; dans la confusion médiatique, la rapidité excessive de notre société n'est pas détectable. Lorsque j'essaie de recenser, ne serait-ce que pour les visualiser et ainsi mieux les combattre, tout ces verrous qui figent la société, je m'aperçois que ce n'est pas aussi simple et j'entends souvent : *"C'est la faute aux lobbies, aux politiques. C'est la société qui est figée dans une espèce d'égoïsme collectif."* Tout cela est un peu vrai mais caricatural. Méfions-nous de ces visions trop rapides, car il s'agit en fait d'un ensemble de choses.

L'aspect culturel est probablement un verrou que nous sous-estimons beaucoup. Dans nos sociétés occidentales, nous sommes curieusement dans une situation paradoxale. Nous avons rarement été aussi puissants, étincelants, et nous restons dans cette conviction que le progrès est linéaire et que chaque jour qui se lève est meilleur, que celui qui le précède. Nous sommes, comme disait Hubert Reeves, dans cette période *"d'enivrements"*, aveuglés par la technologie et la science dont les prouesses et les progrès sont incontestables. Nous avons des difficultés à réaliser qu'à chaque instant où nous pensons nous libérer un peu plus de la nature, nous devenons dans ce même instant un peu plus vulnérables.

Nous refusons cette vulnérabilité pour différentes raisons, et notamment idéologiques, car nous avons placé une confiance absolue dans nos institutions et dans la science. Cette dose de scepticisme est excessivement forte face aux grands enjeux, aux grands défis environnementaux et écologiques. Je ne cesse malgré tout de rencontrer des gens qui estiment que tout cela n'est pas si grave, avec cette controverse de savoir quelle est la part naturelle et celle anthropique des effets que nous commençons à subir. Et quand bien même, si nous avons une part de responsabilité dans un certain nombre de dérèglements et de menaces qui pèsent sur nous, nous ne doutons pas que la technologie et la science de demain pourront y remédier.

Je reconnais faire confiance en la communauté scientifique, mais l'histoire m'a quand même enseigné à conserver une grande réserve. L'échelle des risques devant lesquels nous sommes est sans commune mesure avec ce que l'humanité a subi jusqu'ici. Nous devons sans tarder passer de ce que nous pouvons appeler *"le siècle des vanités"* au siècle de l'humilité. Ce ne sont que des mots, mais cela consiste à accepter un peu de douter. Le doute est l'esprit qui cherche, et cela me permet de passer à un deuxième verrou culturel de nos sociétés qui est le conformisme. Nous confondons trop souvent fatalité et fatalisme.

La fatalité fait que, dans l'état actuel de nos connaissances, il faudra bien accepter de payer un certain nombre de tributs à l'environnement. Le fatalisme consiste à s'empêcher de penser que nous pouvons agir autrement. Je suis frappé par le nombre d'interlocuteurs qui me disent, avec beaucoup de condescendance : *"Cher monsieur, comment voulez-vous qu'on fasse autrement ?"* Peut-être ont-ils raison, mais si c'est le cas, c'est tragique. Je suis convaincu que nous sommes effectivement dans des impasses concernant de nombreuses problématiques environnementales, et la recherche devra nous proposer des alternatives. Je suis aussi persuadé qu'à l'échelle nationale, européenne ou planétaire, nous pourrions sans plus tarder prendre d'autres orientations.

Quand j'observe le monde dans lequel nous vivons, j'ai souvent le sentiment d'être dans le cockpit d'un avion de ligne où, curieusement, tous les voyants du tableau de bord seraient rouges. Le pilote, se tournant vers moi, me dirait pourtant avec un grand sourire : *"Ne vous inquiétez pas, ce n'est qu'une panne des voyants."* Je veux bien croire à un problème de court-circuit, mais j'ai du mal à imaginer que tout ce que j'écoute, j'entends, j'observe et je lis ne soit pas fondé. Je sais que la communauté scientifique qui est censée, non pas apporter de la confusion mais de la clarification et de la rationalité à nos inquiétudes, est un peu gênée aux entournures, car certaines analyses restent au stade hypothétique. En l'absence de certitudes imparables, ils renâclent, à tort ou à raison, à nous livrer certains éléments pour guider les choix de nos sociétés.

Regardez le temps précieux perdu dans certaines controverses liées à la part anthropique de l'effet de serre. Il ne s'agit pas de ses conséquences, car je peux comprendre, compte tenu de la complexité de la modélisation des changements climatiques, que les scientifiques restent très prudents

sur les relations de cause à effet et sur les fourchettes hautes et basses que nous avons devant nous. Nous avons malgré tout, dans ce domaine, perdu de précieuses années. En manipulant différemment les statistiques, nous trouverons toujours, çà et là, une unanimité sur la part anthropique de l'effet de serre. Est-il besoin d'être scientifique pour comprendre que, en aggravant cet effet, la tendance logique serait que nous élevions effectivement la température à la surface de la planète ? De combien ? Il faut rester très prudents.

Cette espèce de résistance, de négationnisme de ces risques est quand même très latente dans notre société. Parler des changements climatiques, d'érosion de la biodiversité et de difficultés d'accès à l'eau dans les sociétés majoritairement urbaines, reste une abstraction. La part d'échantillon de la biodiversité qui nous entoure semble immuable. Nous sommes effectivement témoins de certains signaux de changements climatiques qui pourraient passer pour des aberrations, mais nous les avons finalement toujours connus. Ne faisons-nous pas simplement plus attention qu'avant ? L'eau coule toujours au robinet, je caricature, mais cela prouve que nous n'avons pas encore pris la mesure des périls et des risques. Cependant, même si nous commençons un peu à nous affliger des effets, comme disait BOSSUET, nous continuons à adorer les causes de tout cela.

La prochaine étape sera probablement la plus difficile. Elle consiste à comprendre les causes qui font que l'humanité progresse probablement vers une forme d'impasse et risque à court, moyen ou long terme de se trouver dans une situation d'asphyxie. Cette étape n'est pas encore franchie, la troisième est qu'il faudra radicalement en tirer des leçons pour proposer un mode de société qui rende compatibles nos exigences économiques et les impératifs écologiques.

Je serais fondamentalement optimiste si nous avions le siècle devant nous, car il existe des frémissements indéniables. Il y a encore quelques années, des gens se moquaient allègrement de mon engagement écologique, et m'appelaient : "*l'écolo de service*", mais d'autres avant moi ont dû souffrir de ce genre de dérision. Aujourd'hui, les mêmes personnes commencent à écouter. Nous ne disposons pas du siècle pour réussir dans certains domaines et, notamment, dans celui des changements climatiques. Je ne suis pas un spécialiste mais ce que je lis et comprends n'est pas fait pour me rassurer.

En matière d'érosion de la biodiversité, nous franchissons à chaque instant cette notion d'irréversibilité. J'ai des difficultés à croire que nous trouverons des remèdes tant pour la biodiversité que pour régler la grande machine climatique, même en mettant tous les prix Nobel de la Terre dans cette salle. Les conséquences sont inestimables.

Cependant, si nos inquiétudes sont fondées, jamais je n'ai autant souhaité me tromper dans un registre. Je ne veux pas qu'un jour les générations à venir, et pas forcément si lointaines pour qu'on ne puisse voir leur regard, me fassent ce reproche : "*Quand même, à l'époque, les mecs, vous saviez et vous n'avez rien fait ?*" Le distinguo est que, contrairement à aujourd'hui, il y a trente ans, nous ne savions pas. Nous sommes à la croisée des chemins, j'en suis convaincu, non pas en lisant dans le marc de café mais parce que c'est le petit dénominateur commun à un certain nombre de rapports. Je ne veux pas dire que rien n'est fait, que la société ne tente pas désespérément d'agir et qu'il n'existe pas une volonté. Force est de constater que nous trouvons çà et là des tentatives ou frémissements qui restent cependant dérisoires par rapport à ce qu'il faudrait que nous réalisions.

Regardez la difficulté que nous avons à ratifier Kyoto. Qu'était Kyoto ? C'était un engagement au rabais, mais symboliquement important. Par rapport aux objectifs rationnels qu'il faudrait pour que nos activités soient neutres en termes d'effet de serre -Kyoto devait nous ramener à l'équivalent de nos émissions de gaz de 1990-, il faudrait diviser par quatre nos émissions de gaz pour arriver à cette stabilité de nos émissions de gaz de 1990, à cette capacité naturelle des puits de carbone, océans et forêts comprises. Kyoto n'était qu'un tout petit pas par rapport au chemin que nous devrions parcourir. Cela augure mal de notre capacité à passer à une deuxième étape qui devrait être beaucoup plus ambitieuse.

Tout cela n'est pas fait pour me rassurer. C'est pour moi un thème de prédilection car j'ai besoin de comprendre les choses. Dans nos sociétés, le mode de fonctionnement fait que, pour reprendre cette phrase d'Edgar MORIN, qui m'a été soufflée par Michèle RIVASI qui dirige Greenpeace, et qui va tellement bien à notre société : "*Nous avons toujours sacrifié l'essentiel à l'urgence, alors que*

"l'urgence est l'essentiel." Il existe effectivement toujours plus urgent que tous les problèmes que nous évoquons aujourd'hui. Il est vrai que, lorsque nous sommes sans emploi ou sur le point de le perdre, tout cela peut sembler totalement dérisoire, ce qui constitue aussi une des difficultés de notre société.

Dans nos sociétés occidentales, nous vivons pour la plupart dans une forme de précarité, et je n'évoquerai pas les pays où cette notion est totalement abstraite, ceux que j'appelle les "sans-espoir". Puis, il y a ceux qui ont su tirer leur épingle du jeu et qui veulent à tout prix protéger leurs acquis et pour qui tous ces facteurs seraient une remise en cause.

La société est difficile, nous vivons dans un monde instable. Nous ne disposons pas de beaucoup d'espace dans cette densité d'informations pour nous glisser et dire : *"Attention, voilà ce qui risque d'arriver."* Lorsqu'en plus nous voyons l'échelle et la mesure des informations que nous essayons de transmettre, nous nous heurtons à une espèce de refus. Je ne suis d'ailleurs pas étonné qu'aujourd'hui le monde virtuel rencontre autant de succès dans notre société. Nous avons probablement trouvé là un excellent moyen de ne pas regarder cette réalité en face. Tout cela conjugué induit cette difficulté à faire prendre conscience aux gens, à leur dire : *"Il va falloir remettre en cause un certain nombre de comportements de notre société."*

Nous sous-traitons l'écologie : dans un gouvernement, elle sera confiée à un ministre, dans la société politique elle sera livrée à un parti et puis il reste les associations. Je me bats pour la "déghettoïser" car j'ai pris conscience qu'il s'agit d'un énorme défi : comment construire cette société qui permette de conjuguer les impératifs de demain, d'aujourd'hui, économiques et écologiques ? Comment traduire dans les faits cette nouvelle notion de solidarité, qui n'est pas seulement dans l'espace mais aussi dans le temps, avec le futur.

Ce n'est pas simple, sans quoi cela se saurait. Cela nécessite évidemment la mobilisation de toute la société et ce n'est pour l'instant pas le cas. Cela ne pourra se faire, tant en France qu'à l'échelle planétaire, que si chacun joue son rôle. La communauté scientifique doit nous proposer des alternatives dans plusieurs domaines ; elle doit valider certaines inquiétudes et en rationaliser d'autres. Les hommes politiques doivent réussir à s'extraire de ce canevas de temps pour s'inscrire dans une autre durée et faire en sorte qu'économiquement certains investissements effectués aujourd'hui soient rentables demain. Les industriels, dont je ne doute pas aujourd'hui de leurs initiatives dans ce domaine, doivent accepter d'offrir des choix à la société et aux consommateurs que nous sommes, pour que notre volonté individuelle de nous inscrire dans ce combat rencontre des choix et des organisations collectives. L'opinion, les citoyens doivent accepter de participer à ces changements ; ils devront pouvoir faire des choix qui auront une valeur ajoutée sur notre empreinte écologique.

Pour l'instant, tout cela ne fonctionne pas du tout de cette manière. Nous sommes comme sur ces immenses tankers : lorsque le capitaine demande à l'homme de barre de mettre les machines à zéro, il faut des kilomètres avant de sentir que le bateau freine son mouvement. Malheureusement, un certain nombre de récifs sont dans l'axe, et le problème n'est pas de ralentir mais d'incliner nos tendances. C'est une manœuvre très difficile à faire dans notre société. Nous sommes dans un autre paradoxe, car les bonnes nouvelles de nos sociétés sont les mauvaises de l'écologie : lorsque nous nous réjouissons d'une croissance quantitative, il ne s'agit alors pas forcément d'une bonne nouvelle dans un monde clos.

Comment pourrons-nous, demain, faire en sorte que les flux économiques n'entraînent pas forcément les flux de matières et d'énergies ? C'est difficile. Une petite association écologiste ne pourra trouver le remède. L'économie est une chance, et il faut, là aussi, mobiliser la science. C'est pourquoi nous avons besoin de tout le monde. Le collectivisme a fait sa démonstration d'inefficacité, c'est une litote, mais le capitalisme débridé est en train de faire une démonstration un peu identique. Nous ne pouvons pas demander à un petit groupe politique de nous inventer cette société magique dotée d'une nouvelle économie, mais tout le monde doit y participer. Est-ce que les problèmes devant lesquels nous sommes ne concernent que les enfants des Verts politiques ou des associatifs écologistes ? Que nous soyons du Nord ou du Sud, puissants ou pauvres, nous sommes face aux mêmes enjeux.

Je ne doute pas d'une certaine volonté d'action, mais je m'inquiète et j'ai le sentiment que la société est verrouillée. Chacun attend que l'autre agisse le premier. Le citoyen se dit : *"Oui, mais enfin,*

bon, si je fais quelque chose à titre individuel, c'est dérisoire". C'est une démarche difficile pour l'homme politique, car les mesures à prendre ne sont pas toujours très populaires et sont mal présentées. L'écologie apparaît toujours comme une espèce de régression, et nous sommes nuls en terme de communication sur ces problèmes. Nous pourrions présenter les choses différemment. Nous avons, en toile de fond, l'extraordinaire défi qui consiste à donner du sens au progrès. Il y a bien longtemps que nous n'avons pas redéfini cette notion : s'inscrire dans la durée.

Victor Hugo disait : *"À force de vouloir posséder, c'est nous-mêmes qui sommes possédés."* Nous nous apercevons, en observant notre société, que l'homme moderne que nous sommes n'est plus relié à rien, ce qui constitue une difficulté supplémentaire. René DUBOS disait : *"C'est le désarroi tragique de l'homme moderne."* L'écologie consiste précisément à nous relier, à recréer certaines passerelles avec notre univers et notre environnement. Elle doit faire en sorte que nous cessions de nous désolidariser d'avec le reste du vivant et que nous sortions de la conviction que nous serons capables de faire cavalier seul.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur le fait que nous ne pourrions, seuls, tirer notre épingle du jeu. Au risque de heurter les irréductibles créationnistes, il faut comprendre que nous venons d'un tronc commun, nous sommes solidaires et partageons le même destin avec le reste des êtres vivants. Il s'agit de notions presque abstraites ou totalement inaccessibles dans la société matérialiste dans laquelle nous vivons. Il faudra bien accepter l'idée d'un équilibre entre cette société où seul l'avoir compte, et celle de l'être. Ce défi consiste simplement à utiliser l'héritage des siècles précédents. Si nous faisons le terrible constat d'avoir été déshérités et d'être sans outils pour y remédier, ce serait évidemment consternant. J'accorde une très forte confiance à la technologie, la science. Nous disposons de ces outils technologiques, scientifiques, intellectuels, économiques, philosophiques, et nous bénéficions d'un recul historique.

Si nous agencions différemment toutes ces capacités, si nous mettions cette même technologie au service des difficultés environnementales, si nous consacrons prioritairement la science et la recherche à l'ouverture de certains domaines, de nouvelles voies, nous pourrions, en vingt ou trente ans, infléchir certaines tendances. On m'opposera que le faire en France et non à l'échelle européenne créera des blocages en matière de concurrence.

Comme beaucoup, j'ai douté de l'Europe, mais je constate aujourd'hui que les bonnes nouvelles et les bons signaux en matière d'écologie et d'environnement proviennent de l'Europe. Voilà une carte que l'Europe doit jouer sans plus tarder, ne serait-ce que pour se distinguer, non pas pour le plaisir d'être différente des Américains, mais au sens humaniste du terme. J'aimerais qu'enfin l'écologie et l'environnement ne soient plus traités de manière symbolique.

Comme dans les années 70, 80 ou 90, nous faisons encore les choses symboliquement, et je n'adhère plus à certaines mesures comme faire une journée sans voiture pour régler les problèmes de pollutions atmosphériques en ville, ce n'est plus le problème. Il faut appliquer des vraies stratégies, des vraies politiques et essayer, dans le temps, pour ne pas crisper et paralyser la société, de montrer des caps et des orientations. Nous pourrions alors peut-être donner un nouveau visage à la ville. Faire une journée sans voiture ou une circulation alternée prouve que nous sommes encore dans le symbolique. Nous pouvons aussi essayer de faire bonne figure et participer à ce que j'appelle ce "théâtre des apparences" où les mots sont importants ; mais, en l'occurrence, les actes restent notre seule issue.

Cette intervention est improvisée, mais elle illustre ce que j'ai sur le cœur : j'essaye de créer des passerelles dans la société. Si l'écologie est une raison supplémentaire de creuser des fossés dans une société quadrillée de clanisme, alors nous irons vraiment dans le mur et nous en serons responsables. C'est tellement complexe et compliqué que nous avons besoin de tout le monde.

Nous pourrions, dès maintenant, prendre de nouvelles orientations dans certains domaines comme par exemple les pratiques agricoles, les transports, mais cela nécessite l'unanimité. Lorsque l'on nous offrira ces choix, nous ne devons pas penser qu'il s'agit d'une stratégie. A Johannesburg, j'étais heureux d'entendre notre président tracer une telle perspective ; je l'ai prise comme une feuille de route. Je constate aujourd'hui une grande résistance, et c'était vrai à gauche comme ça l'est à droite. J'espérais pourtant un immense effet d'entraînement.

Nous n'y croyons probablement pas suffisamment ou nous ne savons pas comment agir autrement. Il faudra bien innover et accepter que, dans de nombreux domaines, nous ne soyons pas tous détenteurs de la vérité. Je prends le temps, pas suffisamment, pour écouter et rencontrer des gens et j'ai parfois le sentiment qu'Untel est totalement utopique. L'utopie est probablement ce qui n'a pas encore été essayé mais elle nous permettrait peut-être de sortir de certaines ornières.

Je suis inquiet car ma seule légitimité est d'être un observateur à l'échelle planétaire et, entre deux visites à trois ou quatre ans d'intervalle dans une même région du monde, je peux constater notre impact à l'œil nu. Comme vous le savez, je mets souvent la tête sous tous les océans du monde. Il y a une dizaine d'années, j'aurais pu vous indiquer un bon endroit pour faire une belle plongée, mais c'est aujourd'hui terminé. Concernant la déforestation, je suis récemment retourné à Bornéo où je suis allé il y a vingt ans ; j'éprouve un sentiment d'écœurement et d'être le complice d'une ultime trahison. Au début du siècle dernier, les orangs-outans étaient capables de voyager du nord au sud de Bornéo sans jamais quitter la canopée. Ils sont aujourd'hui acculés dans quelques reliques de forêts, avec des visages apeurés. Leurs regards traduisent non pas de la haine mais un monstrueux désespoir. CIORAN disait : *"L'homme est un animal qui a trahi ; l'histoire est sa sanction."* Je voudrais que nous nous battions pour lui donner tort, et que l'histoire ne nous sanctionne pas.

(Applaudissements)

François GOURDON : Merci pour votre sincérité et vos si profondes convictions. Nous enregistrons l'exposé pour ensuite, avec votre validation, le diffuser sur Internet.

Nous pouvons passer aux questions.

Denis FAUVEL, Ingénieur, EDF R & D : Vous avez évoqué la notion d'empreinte écologique. J'ai lu un certain nombre de travaux à ce sujet et notamment ceux du WWF. D'après eux, la ligne rouge, donc l'impossibilité de régénération de la planète, aurait été franchie dans les années 70. Il ne s'agit donc plus du futur, puisque depuis trente ans, nous sommes au-delà des capacités de régénération. Que pensez-vous de ces travaux ?

Nicolas HULOT : Je les ai lus, tout du moins leurs conclusions. Comme vous, je le constate sur le terrain, mais continuer dans ce sens n'est pas une fatalité car, dans tous les domaines, il existe de considérables gisements d'économies de ressources. La ligne rouge a été franchie et je témoigne combien notre planète succombe sous le joug de l'humanité. Il ne s'agit pas que d'un problème démographique, René DUBOS disait : *"Ce n'est pas l'homme qui pose problème, c'est tout ce qu'il traîne derrière lui"*, ou GANDHI : *"Il y a assez pour les besoins de tout le monde, mais pas pour la cupidité de chacun."* Voilà des phrases sur lesquelles nous pouvons nous appuyer car elles sont particulièrement bien formulées.

Prenons deux exemples très démonstratifs en matière de développement durable. Dans nos pays occidentaux, l'agriculture est une grande consommatrice d'eau. Je ne prends que cet aspect et ne ferai pas d'exposé sur les impacts environnementaux de l'agriculture, au risque de heurter les agriculteurs, ce qui n'est pas mon souhait. L'agriculture est consommatrice de 70 % de notre eau alors que l'humanité se dirige vers un stress hydrique planétaire. Il s'agit d'un des grands défis des décennies à venir, car seule une petite partie de cette eau profite à la planète. Dans ce cas, la technique pourrait-elle exploiter efficacement ce gisement d'économies ?

Le commissaire européen FISCHLER met actuellement en garde certains pays et leur demande de changer leurs pratiques de production halieutique, de diminuer les quotas sur certaines espèces, sans quoi, dans cinq ou dix ans, ce seront par exemple la morue, le thon rouge ou la sole qui auront disparu. La réponse des États membres est alors plutôt d'ordre économique et social. Je peux le comprendre vis-à-vis de catégories de gens qui sont dans la difficulté comme les agriculteurs.

Faire la politique de l'autruche n'a jamais empêché de se prendre des coups de pied dans le derrière ... Environ 50 % de la production est réalisée par 4 ou 5 % de la profession. Il devrait quand même être possible de travailler sans mettre en péril toute la profession. Dans certaines pratiques de pêche, la moitié des prises est parfois remise à l'eau parce que, dans les chaluts pélagiques, les poissons n'ont pas la taille requise. La technique peut parfois permettre d'éviter d'énormes gâchis, et c'est ce que nous devons prioritairement combattre.

Nous pourrions aussi réaliser 50 % d'économies d'énergie dans le bâtiment ; ce sont des axes qu'il faut immédiatement exploiter. Il est indispensable, de toute urgence, de combattre cette civilisation du gâchis, car il ne s'agit pas là de fatalité mais de fatalisme.

J'accorde deux notions à l'empreinte écologique. Une notion globale qui ne cesse de croître, avec la pression de l'humanité sur le vivant, sur la planète et sur le sauvage. J'aimerais que la recherche valide et fasse avancer rapidement une autre notion qui concerne nos choix de consommation. Nous serons toujours dans une société de consommation qui doit, non pas comme certains le prônent, aller vers une décroissance car c'est dangereux -et j'espère que nous ne serons jamais condamnés à le faire-, mais il faudra bien passer de la croissance quantitative à celle qualitative. Il nous faudra apprendre à consommer et produire mieux.

Pour mieux consommer, il nous faut des choix qui doivent être obligatoires et incontestables. Je rêve de pouvoir un jour acheter du sucre, une orange, une machine à laver ou une voiture, ayant une lisibilité imparable sur leur empreinte écologique. Nous devrions très rapidement pouvoir le faire. Cela se pratique pour les machines à laver, mais devrait être le cas pour tous les produits. Cela tiendrait compte de leur bilan et rendement énergétique, de leur capacité de recyclage. Nous pourrions imaginer avoir un code "couleurs" qui irait du vert au rouge et qui nous permettrait d'être un peu plus vertueux. Fermer le robinet pendant que nous nous brossons les dents est bien, mais reste dérisoire ; il existe un ensemble de gestes que la société pourrait inciter et soutenir. Pourquoi ne pas imaginer des avantages fiscaux et économiques offerts par ces produits ? C'est tout cela qu'il faut mettre en marche pour diminuer notre impact et notre pression écologique, de consommateurs devenir ces fameux "consomm'acteurs".

Andrée BUCHMANN, *Alsace Qualité Environnement, Présidente* : Bonjour, merci beaucoup pour votre exposé. Je représente l'association Alsace Qualité Environnement. Un des sujets d'interventions de notre association concerne l'urbanisme, les constructions ; vous avez d'ailleurs évoqué le poids du bâtiment dans la réduction des consommations énergétiques.

Dans les dialogues mondiaux, l'Europe pourrait apporter un patrimoine et une culture fantastiques qui est la ville. Soit nous nous dirigeons vers une ville où l'espace est maîtrisé et à échelle humaine, soit nous nous orientons vers ce qui se met en place au niveau mondial, des villes américaines. A Johannesburg, j'ai été très étonnée car la présentation de ces problématiques a surpris nos amis du Sud qui pensaient que, pour nous, la ville idéale était américaine. Nous pouvons dans ce domaine apporter énormément de choses et cela peut être un sujet d'interventions de votre fondation.

Jean-François TASSIN, *Solvay France, Directeur général France* : Je m'occupe du traitement des déchets. Votre message n'est-il pas totalement révolutionnaire ? Si les trois quarts de l'humanité insuffisamment développée se mettaient à consommer autant que nous en matière d'énergie et de déchets, "les carottes seraient cuites". Notre modèle de développement a fait la preuve de son succès, mais il reste profondément axé sur le gaspillage des ressources. Nous privilégions les aspects quantitatifs, alors que la concurrence consiste à produire deux choses en même temps, dont l'une marche et l'autre pas. Il faut, par conséquent, la détruire avec un gaspillage de ressources et un recyclage pas toujours faisable. Ne faut-il pas imaginer un nouveau modèle de développement ?

Nicolas HULOT : Je partage votre analyse et n'ai pas grand-chose à ajouter concernant la ville.

Est-il incontournable qu'une révolution se fasse dans la violence ou le chaos ? J'espère que nous sommes capables d'opérer une révolution sociétale, dans le temps, avec intelligence et sans attendre la démonstration du pire pour agir.

Ne doutons pas que tous les petits rappels à l'ordre de la nature que nous subissons ici et ailleurs notamment, qui de temps en temps nous ramènent à notre propre insignifiance, soient de plus en plus rapprochés et mettent à mal l'humanité. Ils touchent comme d'habitude, prioritairement les mêmes, les pays du Sud.

En matière de changements climatiques, si nous nous référons simplement à la fourchette basse des élévations de températures, ceux qui vont "trinquer" se trouvent au bord des estuaires ou dans des îles basses, et non ceux qui vivent dans l'opulence.

Je suis souvent gêné car le désespoir n'est pas mobilisateur. Dans notre société, tout le monde s'accroche à l'espoir, parfois pour se conforter dans l'excès ou l'insouciance. Il m'a très longtemps été reproché d'être anxigène, mais notre seul devoir est la vérité. Il faut dire les choses avec prudence lorsque nous ne sommes pas sûrs. Face à quelqu'un qui annoncerait aujourd'hui que le niveau des océans augmentera de 3 mètres, nous pourrions très vite lui faire la démonstration qu'il n'en a aucune preuve. Soyons prudents, mais comme en matière judiciaire, lorsque nous sommes face à un faisceau de présomptions, il faut peut-être en tenir compte.

Il est important que nous prenions conscience des enjeux. Nous ne sommes plus dans les années 70 où l'écologie et l'environnement notamment étaient difficiles à aborder car ils donnaient le sentiment d'être extérieurs à l'humanité. Nous avons compris aujourd'hui que l'écologie est une préoccupation humaniste. Il ne s'agit plus seulement de créer quelques espaces verts ou de protéger tels types d'espèces en voie de disparition. Ce qui nous préoccupe est l'avenir de l'humanité, et nous avons compris que cela ne passerait pas par des mesures magiques mais par la remise en cause de notre société et notre capacité à en construire une autre.

Comme vous venez de le dire, si le modèle de société que nous proposons est, par mimétisme, adopté par les pays émergents -et au nom de quoi ne le feraient-ils pas-, il nous faudrait alors non pas une, mais plusieurs planètes pour contenir notre société de consommation, et nous ne savons pas encore occuper d'autres planètes.

Je m'affole car je vois bien combien cette capacité d'invention est compliquée. Nous aurions en d'autres époques sonné le tocsin, car nous avons besoin de tout le monde. Cela se traite, pour l'instant encore, de manière verticale. Nous n'en sommes qu'aux débats et certains s'en moquent totalement. Oui, nous avons besoin de tout le monde pour construire cette société. Il faudra le faire à l'unisson. J'adorerais que la France soit leader dans ce domaine, mais elle ne pourra le faire seule, au risque de se trouver économiquement embarrassée. Faire que toute la société y participe est une nécessité.

Nous avons besoin des scientifiques à condition qu'ils n'ajoutent pas de confusion. Je suis assez sévère quand, dans leurs controverses, ils sèment le doute et la confusion. Certains tentent encore de dire que tout cela n'est pas bien grave et me demandent au nom de quoi je me permets d'annoncer des choses graves. Est-il besoin d'être un grand scientifique pour constater les nombreuses aberrations ?

Il faut être prudents, mais nous disposons d'organismes comme le GIEC, avec des gens qualifiés qui font rigoureusement leur travail. Ce qu'ils nous disent, en matière de déforestation, est totalement alarmant. J'étais récemment avec un homme que vous connaissez probablement tous, Francis HALLÉ, qui est un botaniste tropical, docteur en sciences, l'un des grands spécialistes de la forêt tropicale. Nous étions ensemble dans la canopée, en Equateur, pour parler de forêt équatoriale. Cet homme qui a plus de soixante ans et qui prendra bientôt sa retraite, m'a regardé avec les yeux embués de larmes et m'a dit : *"Tu sais Nicolas, je crois que ce n'est plus la peine de se battre pour la forêt tropicale, c'est foutu ..."* C'est terrible et j'espère qu'il se trompe.

J'essaierai de ne pas le répéter publiquement car c'est consternant et démontre que nous sommes vraiment à la croisée des chemins. Ai-je le droit de le dire ? Il s'agit d'une forme de vérité, mais on pourrait être tenté de laisser tomber et continuer à s'enivrer, puis adviennent ce pourra. Il faut trouver l'équilibre.

J'essaie alors de jeter des passerelles, ce n'est pas par idéalisme mais parce que je sais combien nous avons besoin de tous, combien, dans beaucoup de domaines, vous trouverez chez moi une absence de solutions car je ne les connais pas. Je ne doute cependant pas que, sur un plan économique, des gens en seront capables, alors mobilisons les chercheurs.

Je suis frappé par le fait que, dans notre pays, l'un des seuls budgets ministériels à avoir été augmenté est celui de la Défense. Cela ne choque personne qu'autant d'argent soit investi pour un risque ou un ennemi malgré tout un peu virtuel ... Il s'agit en l'occurrence d'une forme de principe de précaution. Dans nos sociétés, à l'échelle de l'Europe, des moyens identiques devraient être mis en œuvre pour un risque qui, lui, n'est pas virtuel et est parfaitement identifié.

Michel DAGNAUD, AFITE, Secrétaire Général : Je suis surpris que vous n'ayez pas évoqué la surpopulation mondiale ou en tout cas son expansion. Cela représente tout de même un problème

important pour le développement durable et pour l'avenir. Si la population est à peu près stabilisée en Europe, ce n'est pas le cas en Asie et en Afrique. C'est un problème excessivement important pour le développement durable de la société.

Patrick LEGRAND, *France Nature Environnement, Président d'honneur* : Bonjour, je représente une association et je rappelle qu'actuellement elles ne sont pas à la fête. C'est très grave de liquider un acteur social qui a une pareille responsabilité. Je suis, d'autre part, Directeur de la Mission "environnement société" à l'INRA.

Nicolas HULOT, vous faites une place un peu à part aux scientifiques. Or, à travers les difficultés que nous avons à mettre en place la transversalité, la transdisciplinarité, la position d'un certain nombre d'acteurs comme les Académies des Sciences ou autres, à travers certains programmes particulièrement "antidurables", ou la position de certains lobbies scientifiques, je constate que les scientifiques doivent aussi faire leur révolution culturelle, et profonde. Qu'en pensez-vous et comment pouvons-nous agir à ce sujet ?

Je suis dans un institut où sont actuellement envisagées des nominations de présidents. Nommer des hommes désigne des orientations ; ainsi, je m'inquiète parfois des orientations données aujourd'hui à la science.

Michel ELBEL, *AIRPARIF, Président* : Je ne vous parlerai pas de la pollution située au ras du trottoir. Vous n'êtes pas de ceux qui pensent qu'elle n'existe plus et que seule la stratosphère compte. Il faut insister sur l'absence d'évocation de la démographie mondiale dans tous les discours actuels. Ne pas en parler ou ne pas oser le faire révèle quelque chose qui n'est pas anodin. Quel est votre sentiment sur cette dramatique absence ?

Vous pouvez appliquer à n'importe quel type de ressource l'augmentation de la variable démographie, vous n'aurez plus d'eau et plus rien. Cela fausse totalement une partie des raisonnements et de l'action que nous voudrions tous mener.

Nicolas HULOT : Quelqu'un avait d'ailleurs appelé la pression démographique la "bombe P". Nous sommes mal à l'aise et nous devons rester très prudents à ce sujet. Si nous devons un jour en arriver à cet ultimatum de dire aux hommes : "*Privez-vous d'une liberté fondamentale, celle de procréer autant que vous voulez*", ce serait la preuve que nous aurions déjà franchi le pire, et ce serait un terrible échec.

Il faut faire attention car cela ferait perdre beaucoup de sens à notre raison d'être. Il existe dans ce domaine un vecteur prioritaire, essentiel à l'échelle de la planète, qui est l'éducation. Voilà la seule réponse que je puisse faire. J'observe cependant que les surfaces planétaires ne sont par forcément bien utilisées. Nous sommes passés à une société disparate, à une autre, avec des concentrations urbaines, comme par exemple en Bolivie où j'étais récemment, avec cette espèce de fascination pour la ville. Toutes ces petites communautés autochtones vivaient en autarcie avec une sorte de savoir-faire, une apparence de bien-être. Ils réussissaient l'équation importante d'avoir un équilibre entre ce dont ils avaient besoin et ce que la nature pouvait leur fournir. Il s'agit là, bien sûr, de la vision d'un homme occidental, qui occulte certains problèmes. Pourtant, lorsque je les revois quelques années après, agglutinés aux portes de La Paz, et que la ville n'est pas capable de répondre à leurs besoins, nous sommes face à de tragiques leurres. Je ne suis pas certain que nous utilisons de manière optimale ce que la planète peut nous offrir, et je crains plus les concentrations démographiques. Mais faire ce constat n'apporte pas forcément de solutions.

Concernant la science et la recherche, j'attends évidemment beaucoup des scientifiques et, dans leur brouhaha, pouvoir identifier une forme de vérité et trouver une indépendance d'esprit. J'entends que des chercheurs s'investissent totalement dans certaines recherches au détriment d'autres comme la recherche fondamentale et environnementale. Mes amis du Muséum sont désespérés de ne plus pouvoir mener certains travaux fondamentaux, sur l'écologie par exemple.

Nous avons tous entendu parlé des OGM. Dans ce domaine, la grande majorité de la recherche est la recherche appliquée. J'aurais préféré au préalable une recherche fondamentale, afin de savoir à quel saint se vouer. Est-ce en réponse aux besoins alimentaires de la planète, pour éviter l'usage de

certain intrants, ou tout cela est-il cousu de fil blanc et ne s'agit-il que d'une manière déguisée de mettre la ressource entre le moins de mains possibles ? J'ai mon idée, mais ce n'est pas l'objet.

Cela démontre bien que nous devons savoir si les propos des scientifiques sont au service d'une forme d'industrie, donc d'économie, ou s'il s'agit bien de l'intérêt général. À l'échelle de la France, il existe des tas de petits organismes, d'institutions, d'établissements publics pour nous alerter comme par exemple l'IFEN. Leurs rapports sont bien faits mais qui les entend, qui les lit ? Cette lecture et cet accès à l'information sont essentiels. Tout le monde se plaint du cloisonnement de la recherche, il faudra là encore trouver un remède car ce n'est pas productif.

J'évoquais précédemment qu'il faudra bien donner des moyens à la recherche pour nous offrir certaines alternatives. Pour l'instant, ce signal n'a pas été donné chez nous, mais cela ne peut pas être délégué qu'à un seul État. Il faudra aussi, au niveau européen, se donner les moyens d'une recherche fondamentale afin de nous offrir des alternatives et de valider un certain nombre de choix.

J'ai du mal à me faire une religion dans le domaine énergétique. Il existe, d'un côté, le nucléaire avec ses vertus et ses vices, de l'autre, les énergies renouvelables, et puis nous trouvons ces fameuses énergies alternatives. Personne ne peut me dire si elles ont une quelconque validité, car on ne s'en est pas donné les moyens. Par conformisme et probablement par nécessité, la recherche a prioritairement été nucléaire. C'est aussi une question d'équilibre, faire attention à ne pas être monolithique dans un de nombreux secteurs.

Dominique MARTIN FERRARI, *Agence Environnement et Développement, Productrice, Journaliste, Rédactrice en Chef* : Je suis depuis trente ans témoin des problèmes d'environnement, ce qui est très long. J'ai le sentiment, notamment par le discours de ce matin, que nous sommes en train de repartir dans un cycle, de retourner sur une sorte de boucle. Lorsque, dans les années 70-80, nous étions dans le catastrophisme total et que nous commençons à faire émerger toutes ces questions environnementales, un discours s'est alors construit, nous disant de ne pas être de simples témoins de ce catastrophisme. Nous devons nous engager.

Les gens ont ainsi essayé de positiver, de proposer des solutions, de travailler, de rassembler et de continuer à s'exprimer. Aucun bilan n'a été fait à ce jour. Qu'en est-il de la catastrophe qui existe aujourd'hui, par rapport à celle qui n'était pas connue, car nous n'avons pas d'indicateurs dans les années 70 ? On se penche très peu sur cette analyse qui le mériterait pourtant. Cette analyse redonnerait peut-être un peu d'espoir et de confiance à ceux qui ont travaillé pendant trente ans, mais elle n'a pas été faite et nous ne savons donc pas si cet effort a été positif.

Est-ce que vous, qui partez en croisade aujourd'hui, allez pouvoir remobiliser les troupes ? Le catastrophisme s'est épuisé, il s'est aussi banalisé et n'aura plus la force qu'il avait dans les années 70. Je suis donc aujourd'hui comme Francis HALLÉ, un peu pessimiste. Tout s'est un peu dissous, les mouvements dont vient de parler Patrick sont fatigués, épuisés, financièrement, humainement, certains diront qu'ils sont assassinés.

Il existe en revanche un triomphalisme de plus en plus fort de la part des gens de progrès. Les lieux de progrès savent, de toute façon, qu'ils n'ont plus rien à craindre et que les débats comme celui de l'énergie, n'auront plus la force qu'ils avaient dans les années 70. Celui sur l'énergie avait mobilisé la France entière, même s'il avait été totalement détourné.

Il est important d'en parler et c'est une vraie question que je pose à Nicolas : comment aujourd'hui relancer un débat sans reproduire ce qui a été fait en 1970 ?

Nicolas HULOT : Nous ne sommes malheureusement jamais prophète dans notre pays et encore moins dans notre époque. Lorsque René DUMONT est mort, je me suis amusé de lire les grands quotidiens lui rendre un hommage unanime, mais souvenez-vous combien à l'époque on le raillait et on se moquait de lui.

En relisant et m'imprégnant de gens comme René DUBOS, qui sont des pionniers de l'écologie, je constate qu'il a prédit les choses avant tout le monde et qu'elles se vérifient trente ans après. Nous sommes quelques-uns aujourd'hui à péniblement tenter de lui emboîter le pas. J'ai souvent le

sentiment, comme toutes les associations, d'être un Don Quichotte, et plus nous ferrailions, plus les moulins à vent prolifèrent !

Les choses changent malgré tout progressivement, sans quoi nous n'aurions plus qu'à attendre que cela passe. Dans ma méthodologie, j'ai essayé de me distinguer un tout petit peu pour ne pas creuser un fossé supplémentaire et pour essayer de ne pas céder à une espèce de dogmatisme et à un radicalisme romantique.

Ma méthode consiste à ne pas avoir d'interlocuteurs sélectifs. Je me suis engagé graduellement, et suis un peu un nouveau venu dans le sujet. Néanmoins, je commence à saisir certaines choses. Lorsque j'ai commencé à discuter avec les industriels, on me disait : *"Oh là là, vous allez voir le diable."* Quand j'ai commencé à écouter et à discuter avec les hommes politiques : *"Oh là là, vous vendez votre âme au diable."* Je faisais toujours le contraire de ce qu'il fallait ... Ma façon de procéder est effectivement différente, peut-être aussi utopique et pas plus efficace que les autres, mais il faut tout essayer. J'essaie d'alerter tout le monde à tous les niveaux, car nous avons besoin de tout le monde.

Nous avons une extraordinaire faculté à oublier certains événements dont nous nous serions bien passés : les épiphénomènes comme les marées noires, la vache folle qui, j'espère, nous a un peu sensibilisés, les aberrations climatiques. J'espère que personne ne doute que les inondations à répétitions ne sont pas l'effet du hasard, car lorsque j'étais enfant il s'agissait d'inondations décennales, voire séculaires. Elles ont maintenant lieu toute l'année et n'importe quel journal télévisé s'en fait l'écho. Nous sommes dans une psychologie de crise, de catastrophe, il faut alors en profiter au bon sens du terme, et s'en servir pour étayer nos analyses.

Lorsque je doute, je me raccroche à cette phrase de SAINT-EXUPÉRY, car il faut bien se raccrocher à quelque chose, qui disait : *"Il n'y a pas de solutions, il n'y a que des forces en marche. Créons ces forces et les solutions suivront"*. J'observe quand même certains frémissements dans notre société, comme les anti- ou alter-mondialistes, le milieu associatif dont je suis aussi consterné par le peu de cas dont il fait l'objet. En tant que président de la Fondation, je suis bien placé pour savoir quel incroyable travail est réalisé sur le terrain, avec des moyens parfois totalement exangues. Plutôt que de les voir comme des empêcheurs de tourner en rond, les associations devraient être perçues comme de fantastiques éclaireurs.

Comme l'eau qui fait son chemin sous terre, et avec le temps son travail de sape, nous arriverons peut-être à un moment donné à opérer une faille dans cette espèce d'édifice de certitudes au-dessus duquel nous sommes. Nous opérerons des failles, mais nous sommes dans une tragique course contre le temps et nous ne disposons pas d'un siècle pour agir. Un mouvement est en marche, mais il y a urgence dans de nombreux domaines. Je ne vais pas revenir sur l'effet de serre et tout ce que nous envoyons dans l'atmosphère, mais il existe un phénomène d'inertie considérable et si nous continuons ainsi, les pluies de carbone deviendront des sources. C'est épouvantable, car le phénomène risque de s'emballer.

Concernant la biodiversité que je connais un peu mieux, cette érosion est visible. En matière d'éthique, je suis frappé, et pardon de faire une diversion, mais cela me heurte : ce que la vie a commis pendant des milliards d'années, cette capacité à transformer le chaos en vivant, nous sommes en quelques décennies presque capables de faire l'inverse. C'est dramatique. Il existe des espèces animales ou végétales qui disparaissent avant même que nous les ayons inventoriées, c'est tragique. Nous nous affligeons plus souvent, par anthropomorphisme, sur celles qui nous ressemblent un peu car il est plus facile de faire pleurer dans les chaumières avec un dauphin au sympathique sourire anatomique. Chacun sait que, lorsque nous réduisons la biodiversité, nous réduisons d'autant nos chances de succès pour l'avenir. Il ne suffit pas de protéger la biodiversité, mais aussi les habitats et, malheureusement partout, et y compris en France, la part du sauvage est réduite à une portion congrue.

Philippe GERMA, *CDC Ixis Financial Engineering, Senior Vice-Président* : Nicolas, vous êtes très convaincant et nous avons d'ailleurs le sentiment d'entendre quelqu'un dont vous êtes dans la lignée, le commandant Cousteau il y a quelques années. Vous faites un constat que tout le monde partage ici et vous avez une grande capacité de conviction. Ne faudrait-il pas passer à l'action ?

En définitive, vous dites que nos sociétés doivent changer et, dans des démocraties, il faut que des hommes dirigent ces sociétés, il s'agit donc de politique. Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'il faut faire de la politique dans un mouvement écologique qui n'arrive d'ailleurs pas à percer car certains y sont trop systématiques. Devenir acteur serait peut-être une très forte contrainte pour votre vie personnelle, mais ne faudrait-il pas l'envisager ? Nous avons besoin de gens comme vous pour donner une direction forte et être capable de l'expliquer aux gens.

Je suis parfaitement d'accord avec vous sur le fait qu'il faut expliquer aux pêcheurs pourquoi ils doivent moins pêcher, sans quoi ce sera un échec. Nous avons maintenant besoin de gens de conviction comme vous, capables de s'exprimer dans les médias, et qui ont cette capacité pédagogique. Excusez-moi de vous poser une question aussi personnelle.

Nicolas HULOT : Je me suis posé cette question alors que je pensais n'avoir jamais à le faire. Ne pas entrer dans l'action politique n'implique pas de rester inactif. Je suis dans l'action, mais un pas n'a pas été franchi pour plusieurs raisons. Je ne m'en sens probablement pas capable car je ne sous-estime pas ce qu'est la responsabilité politique. Elle nécessite une capacité de résistance à prendre des coups, parfois une forme d'abnégation mais aussi d'ambition. J'ai toujours tendance à penser qu'il doit exister des gens beaucoup plus compétents que moi.

La vraie question est de savoir si j'ai plus de choses à apporter en restant à l'extérieur, qu'en étant à l'intérieur. Il faut jouer sur la complémentarité des impacts et des rôles de chacun et ne pas se tromper de genre. Je suis aujourd'hui convaincu que si, par vanité, j'avais cédé à une forme de tentation, le système m'aurait abîmé et fait perdre ma crédibilité et, de ce fait, le "fragile" indice de confiance dont je bénéficie. Mes analyses peuvent effectivement être mises en doute, mais jamais la sincérité qui m'anime. Cela n'a pas de prix car nous avons besoin, à l'échelle locale et nationale, d'avoir des gens qui sont des messagers de vérités, de réalités.

L'action politique serait confortée si des personnes extérieures, considérées comme indépendantes, validaient la pertinence des choix offerts, mais peut-être mal présentés par le monde politique. Nous avons besoin de cela. Je ne sais pas si j'aurais eu les facultés nécessaires, car aujourd'hui l'architecture politique fait qu'un homme seul ne peut changer les choses. Par contre, le système peut vous changer, vous abîmer et vous faire perdre votre crédit.

Dans ce domaine, beaucoup de gens sont compétents dans le monde politique et dans la société civile, il ne faut pas forcément s'adresser au plus médiatique. Être médiatique n'implique pas d'être doté de tous les savoirs et de toutes les vertus. Notre ministère de l'Écologie est abscons, avec certains secrétariats d'État dont je ne doute pas de la nécessité, mais dont l'attelage est un peu redondant et contre-productif.

Il nous faudrait un ministère de l'Écologie situé au niveau d'un Premier ministre pour assurer cette transversalité nécessaire et cette cohérence. Le développement durable fonctionne comme un tamis : offrons des choix au public, puis observons s'ils passent dans ce tamis ; lorsque ce n'est pas le cas, ils sont remis en cause. Nous ne pouvons pas dire, comme c'est fait avec une certaine sincérité, qu'il faut ratifier Kyoto, et parallèlement faire des choix publics qui nous mettrons dans l'impossibilité de tenir nos engagements. C'est ça, la notion de développement durable.

Sur un bateau composé de douze rameurs, quand l'un d'eux rame en sens inverse, cela contrarie un tout petit peu le mouvement, mais ne produit pas grand-chose. Lorsque Dominique VOYNET a quitté le gouvernement, elle a dit : *"J'étais la seule "écologiste" dans un gouvernement qui ne l'était pas."* Je ne fais pas de procès d'intentions, mais en termes d'efficacité et de méthodologie, nous n'y arriverons pas car l'agriculture, les transports, l'industrie, Bercy, le tourisme et la défense sont concernés.

Il ne s'agit pas de jeter de la poudre aux yeux pour se donner bonne conscience, mais de suivre une vraie politique qui s'inscrit dans le temps, avec des orientations guidées par une vision de l'avenir. Cela doit s'imprimer depuis le sommet, parce qu'en termes d'efficacité pédagogique, tant que ces paroles et ces perspectives sont le lot de quelques-uns, et notamment d'un ministre, nous douterons et penserons qu'il remplit son rôle. Mais la perception des choses change le jour où nous voyons qu'il s'agit d'une priorité inscrite au sommet de l'État. J'entends parler de la Constitution européenne, mais

de ce que j'en ai vu, il n'y a pas une grande place faite à l'écologie, à l'environnement et aux droits de l'environnement.

Il est important de connaître l'architecture politique et économique, de savoir comment cette transversalité impériale pourra s'opérer dans un gouvernement ; sans quoi, quelle que soit la qualité de l'homme ou de la femme, sa marge de manœuvre restera très limitée. Je ne doute pas de la capacité de tous les ministres de l'Environnement à se battre, ils ont souvent le choix entre démissionner et faire un coup d'éclat ou bien se contenter de ce qu'ils ont.

Nous ne pouvons aujourd'hui faire la mendicité de l'écologie. Un ministre a laissé une loi sur l'air qui avait été bien malmenée par un certain nombre de collègues. Michel BARNIER a laissé la Commission du débat public. Roselyne BACHELOT a fait une loi sur les risques technologiques et naturels qui est loin d'être insignifiante, mais laisser une trace n'est plus suffisant.

Michel-Claude LORRIAUX, Aéroport de Paris, Chef du Département Environnement : Vous avez été *altus, situs, fortus*, vous nous avez emmenés très haut, très loin, très vite et vous nous avez dit qu'il faut être de plus en plus nombreux. Mais vous n'avez pas évoqué quelque chose qui peut donner de la chromatie publique aux citoyens : il s'agit de la Charte pour l'environnement. Vous aurez gagné le jour où vous obtiendrez une cotation de l'acte de la puissance publique, de son effet sur l'empreinte écologique. Connaissant les influences que l'on vous prête, que pensez-vous et qu'attendez-vous de la Charte pour l'environnement ? Elle est majeure si elle est proche de la Constitution : elle va complètement changer le paysage politique et pourra donner de l'impulsion du haut vers le bas, qui à son tour serait aspiré vers le haut.

Nicolas HULOT : Comme vous le savez, j'ai fait partie de ceux qui, depuis le début, soutiennent ce projet. Comme tout le monde, j'ai assisté depuis l'extérieur aux difficultés de la Commission COPPENS à se mettre d'accord sur un texte comportant un risque important : il s'agissait plutôt de consacrer le droit au progrès que d'autres droits.

Le texte qui sera présenté aux assemblées me semble être à minima, mais il ne faut pas le rejeter. S'il doit être amendé, et je crains qu'il le soit, ce devra être à la hausse et non à la baisse. J'ai reçu des échos sur le fait qu'il sera sacrément malmené. Un tel sujet ne devrait pas être conflictuel. Or, on nous oppose que ce principe de précaution paralyserait la société. Il s'agit en fait d'une méconnaissance du texte. Il ne faut pas le considérer comme la panacée. Si, en France, nous appliquions notre arsenal législatif, nous retrouverions de nombreuses similitudes. Il s'agit en l'occurrence d'un très important canevas, qui devrait être au plus haut niveau juridique. Ce serait un cadre important, un premier pas vers une longue stratégie. J'ai très peur qu'il soit malmené, auquel cas nous retournerions dans le domaine du symbolique.

Bertrand LEFEBVRE, BMJ Développement Durable, Responsable d'Activités : Au risque de vous surprendre, je vais me situer sur un plan un peu différent. Pendant votre intervention, il me venait à l'esprit l'image d'une société, d'un monde, d'une humanité qui pourrait se comparer à un individu malade, ce qui n'est pas pertinent à beaucoup d'égards. Dans cette situation, certaines défenses se mettent en place : ce sont nos réflexions, nos mesures, le travail de recherche actuel. Lutter contre des comportements que nous répétons malgré tout consiste à réfléchir et à s'interroger sur leurs raisons, leurs causes, leur nature et leur cheminement.

Hormis le fait de lutter, car il s'agit bien d'une lutte, contre un certain nombre de choses et à l'exception des projets venus d'en haut que vous évoquiez -et il faut effectivement qu'ils viennent du sommet-, existe-t-il un moyen de rendre un sens à un comportement qui irait dans la bonne direction et non pas lutterait contre dans le mauvais sens ?

Nicolas HULOT : Mener ce combat nécessite un ensemble d'outils et d'actions, nous ne pouvons pas nous limiter. Avec la Fondation qui est petite, nous essayons d'agir à tous les niveaux de la société, et notamment sur les comportements. C'est la raison d'être de cette fondation dont la principale vocation est l'éducation pour changer ces comportements. C'est aussi pourquoi j'essaie de mettre cet aspect en lumière quand j'ai une tribune ou lorsque j'écris un livre.

Cela consiste à faire ce que j'évoquais précédemment : retrouver un équilibre entre cette société de l'avoir et celle de l'être. Nous en avons tous une part de responsabilité. Comme tout le monde, je

cède et j'ai cédé au charme parfois réel ou illusoire de cette société de consommation, mais regardez cette espèce d'hystérie lorsque parfois nous égarons notre téléphone portable... Nous devons aussi retrouver la raison par rapport à ce que nous sommes, et cesser de nous rassurer dans le matérialisme. N'occultons pas ce problème, ce déficit de spiritualité qu'il faudra aussi aborder.

Cela nécessite de mener les actions de front. Elles sont nombreuses, mais nous ne devons pas négliger cet aspect, cette espèce de dérive de notre société, à laquelle j'ai d'ailleurs aussi participé. Soyons capables, sans moralisation, de retrouver une forme de raison, de bon sens, et cessons de confondre progrès et performance.

Nous devons apprendre à mieux consommer. Cela vous semblera dérisoire, mais j'étais, par exemple, un gros consommateur de viande. J'étais probablement sous influence et si je n'en consommais pas, j'avais l'impression de ne pas avoir mangé, j'étais dépendant. Un jour, je me suis dit qu'il fallait que cela cesse. Sur un plan nutritionnel, les médecins vous diront tous que l'excès de protéines animales n'est pas bon. 50 % de nos surfaces agricoles servent à produire des céréales pour nourrir le bétail, c'est embêtant. Un bœuf produit 1 500 repas, mais les céréales qui nourrissent ce bœuf pourraient en fournir 15 000, c'est intéressant. En diminuant ainsi par deux ou trois ma consommation de viande, je participe à ma façon à d'autres pratiques agricoles, tout en retirant des vertus et en améliorant ma nutrition. Nous avons aussi des rôles et une responsabilité individuelle dans nos comportements et nos choix.

Ben CRAMER, Journaliste : Nicolas HULOT, vous êtes parfois considéré comme l'éminence grise de certains responsables, mais aussi de la présidence de la République. Nous avons évoqué votre capacité à inspirer certains discours officiels lors de grandes rencontres internationales. Si cette rumeur est fautive, pourquoi n'avez-vous justement pas réussi à être cet inspirateur ? Si elle est vraie, quelles sont les priorités que vous voulez donner à ceux qui dirigent ce pays ?

Nicolas HULOT : La réalité est très simple. Il existe entre le Président et moi une relation ancienne. Elle s'est traduite par une écoute évolutive, permanente et constante de la part du Président sur ces problèmes et depuis fort longtemps. Elle n'est pas récente. Elle était au début assez limitée et, progressivement, en même temps que ma propre évolution, je l'ai faite partager au Président. C'est cependant absolument informel, sans cadre officieux ou officiel. Ce parcours s'est matérialisé par un engagement oral du Président à plusieurs reprises, et pas uniquement à Johannesburg. Ainsi, lors de certains sommets, le Président a posé des jalons. Ce dialogue est constant ; nous ne nous téléphonons pas tous les jours, mais régulièrement.

Si tous les hommes politiques de cette envergure avaient accordé la même attention à ces problématiques, cette transversalité si importante serait assurément plus efficace.

Je ne suis évidemment pas une éminence grise, ce serait très prétentieux. Le Président dispose d'éminences grises officielles, connues ou non, à l'Élysée. Je bénéficie d'une véritable écoute. Il m'a souvent été demandé si cette écoute est sincère, ce que je confirme. Il est cependant plus intéressant d'emmener dans ces sphères de pensées des gens qui vous semblent plus éloignés, plutôt que, par exemple, aller chez les Verts pour rencontrer un peu d'écho, ce qui n'est pas très productif car les gens pour l'essentiel adhèrent à un certain nombre d'idées.

Cela me semblait très important, d'autant que son camp politique comme le camp adverse, est assez ignorant et insouciant de tous ces problèmes. Je pensais que cela induirait un effet d'entraînement. Cet effet reste malgré tout pour l'instant très dérisoire.

Le discours fait à Johannesburg mais aussi celui d'Orléans, sont pour moi comme des feuilles de route. J'aurais aimé que le Président soit pris au pied de la lettre, mais nous ne le faisons pas suffisamment. Les députés devraient proposer des textes de loi, ils devraient produire, mais ça n'est pas le cas car, curieusement, tout Président qu'il soit, il imprime certaines choses mais qui ne suffisent pas à faire bouger la société.

Ce n'est peut-être pas aussi simple. Le Président, dont je ne doute pas qu'il soit un fervent défenseur du traité de Kyoto, s'est notamment battu pour qu'au moins les Russes ou les Chinois ratifient ce traité afin de contraindre la Communauté à le faire à son tour. Il l'a fait très sincèrement, mais a échoué. Nous ne pouvons unilatéralement pas faire grand-chose. Le Président a proposé de

créer un organisme mondial de l'environnement, d'essayer de trouver une autre formule que la taxe Tobin pour permettre d'imposer certains flux financiers. Des idées fortes émanent de cet homme qui est un représentant d'une forme d'ultra-libéralisme que j'évoquais précédemment. Ce qui m'intéresse dans le parcours des gens, quels qu'ils soient, est le chemin qu'ils parcourent, et le sien n'est pas insignifiant.

Je ne suis pas pour autant naïf et ne peux me satisfaire de la situation. J'apprécie les pas franchis, mais pour des raisons évidentes, mon exigence m'oblige à être présent et je la proclame ainsi tous les jours.

J'aimerais qu'en France l'architecture gouvernementale que j'évoquais au préalable soit mise en place. Il faut donner de véritables moyens à l'écologie et au développement durable. Il est important de se doter d'un organisme qui nous permette de nous éclairer dans certains domaines, dont nous serions sûrs que les éclairages sont indépendants, valides et non influencés par des intérêts particuliers. Mettons les choses en place et n'ayons pas de sujets tabous. La formation des énarques, notamment, ne comporte pas l'écologie, l'environnement, le développement durable. Ainsi, il existe encore des sujets et des interlocuteurs tabous.

Je suis content quand des gens de Greenpeace sont reçus à l'Élysée ; il ne faut pas voir le monde de façon binaire. Ce n'est pas parce qu'Untel est à Greenpeace qu'il est ignorant, nul et contre la société. Ne cédon pas aux apparences, même si, de temps à autre, leurs missions sont excessives mais leurs excès restent bien insignifiants par rapport à ceux de notre société.

Dialoguons tous ensemble car nous détenons tous une portion de vérité et c'est cette portion qu'il faudra rassembler. Le nucléaire et l'agriculture ne peuvent être des sujets tabous. Faire du développement durable consiste à tout poser sur la table. Si nous devons faire des choix, y compris en matière d'OGM et de nucléaire, nous les ferons collectivement, en essayant autant que possible d'avoir fourni des éléments d'appréciation à l'opinion.

François GOURDON : Merci, Nicolas HULOT, de ce magnifique témoignage sur votre parcours et sur le développement durable. Je confirme également pour avoir participé à plusieurs réunions d'associations avec le Président, de sa capacité d'écoute.

Merci à tous.

(Applaudissements)
